

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### SIG : poursuivre

Après les résultats négatifs des référendums en France et aux Pays-Bas, il peut sembler que le traité constitutionnel soit, sinon mis à mal, du moins retardé et que les avancées dont, malgré ses évidentes imperfections, il est porteur, notamment pour les services d'intérêt général, soient reportées *sine die*.

Deux de ces avancées, l'intégration de la charte des droits fondamentaux dans un traité de rang international, ce qui est une première mondiale, et l'article III-122, sont porteuses de possibilités en matière de reconnaissance des SIG dans l'Union. La charte, qui n'est peut-être pas le texte dont on aurait pu rêver (voir bulletins n° 71, 88), "place la personne au cœur de son action" et pour cela s'appuie sur les valeurs de la dignité et de la solidarité qui s'opposent à la vision dogmatique de la construction européenne avec le seul outil de la concurrence. Elle couvre l'ensemble des droits de la personne et du citoyen (civils, politiques, économiques, sociaux, environnementaux), ce qui représente une avancée indiscutable pour l'ensemble des peuples de l'Union, et offre la possibilité de faire du droit secondaire européen sur l'articulation entre droits fondamentaux et SIG. Quant à l'article III-122 (voir bulletin 165/166), il ouvre la possibilité de préciser dans une loi européenne l'articulation entre SIG et concurrence.

Le traité constitutionnel contient, donc, ainsi, la possibilité de faire coïncider les objectifs de l'Union avec les droits fondamentaux pour qu'ensemble ils deviennent la référence concrète des politiques et actions de l'Union dans tous les domaines. Il serait dommage, après les rejets français et néerlandais, de baisser les bras et de se résigner à perdre ce que ce texte contient en germe de possibilité de passer des mots aux actes, des aspirations des peuples européens à leur réalisation. Il paraît plus opportun que l'Union, comme elle le fait en matière de présidence de l'Eurogroupe, de défense ou de projet d'agence des droits fondamentaux (voir bulletin 177) décide de mettre en œuvre, sans attendre, l'article III-122.

Pour sa part, le CELSIG va continuer son travail, notamment sa réflexion sur le contenu d'un encadrement législatif communautaire des SIG, pour peser afin que soient prises les dispositions nécessaires pour que les objectifs de l'Union et les droits fondamentaux de la personne et du citoyen coïncident, pour que les diverses actions soient cohérentes entre elles, verticalement et entre les divers niveaux territoriaux, dans le respect du principe de subsidiarité. Cela passe par un débat démocratique ouvert, une évaluation continue, le développement de la capacité des citoyens à intervenir. Et d'ailleurs n'est-ce pas là le premier service d'intérêt général que les institutions européennes doivent s'attacher à rendre ? Cela leur donnera, par la même occasion, la possibilité de répondre au scepticisme croissant des citoyens à leur égard que fait ressortir le dernier sondage d'Eurobaromètre.

Plus que jamais, la société civile a un rôle à jouer, son avenir et celui des SIG seront ce que elle en fera. C'est le sens des récentes démarches des organisations de la société civile auprès des institutions européennes (voir ci-dessous).

K. Varin, P. Bauby, J-C Boual

### SGI: carrying on

Following the negative results of the referendums in France and in the Netherlands, it may appear as if the constitutional treaty is, at least, slowed down if not threatened, and that progress made, which it represents, in particular, concerning services of general interest despite obvious imperfections, are deferred *sine die*.

Two of these positive points, the integration of the Charter of fundamental rights in a treaty of international stature, for the first time ever in the world, and article III-122, bear possibilities as regards the recognition of SGI in the Union. The charter, though perhaps not the text which one could have hoped for (see bulletins n° 71, 88), "places the individual at the heart of its activities" and, to that end is based on the values of dignity and solidarity as opposed to the dogmatic vision of European construction with competition as the sole tool. It covers all rights of the individual and the citizen (civil, political, economic, social, environmental), which represents an indisputable progress for the peoples of the Union, and provides the possibility of making European secondary law on the link between fundamental rights and SGI. As regards article III-122 (see bulletin 165/166), it opens the possibility to specify, in a European law, the link between SGI and competition.

Therefore, the constitutional treaty contains, the possibility of matching objectives of the Union with fundamental rights so that, together, they become the concrete reference of policies and activities of the Union in all fields. Certainly, it would be a pity, after the French and the Dutch rejections, to get discouraged and give in to losing what this text contains in terms of the possibility of moving from words to actions, from the aspirations of the European people to their achievement. It seems more appropriate for the Union to implement, without delay, article III-122, as it is doing with regards to the presidency of Eurogroupe, defence or on project of the agency for fundamental rights (see bulletin 177).

For its part, CELSIG will continue its work, in particular, its reflection on the contents for Community legislative framing of the SGI, so as to have influence in ensuring that necessary provisions are taken so that objectives of the Union and fundamental rights of the individual and the citizen, are matched, so that the various activities become coherent between them, vertically and between the various territorial levels, in conformity with the principle of subsidiarity. That requires an open democratic debate, continuous evaluation, the development of the capacity of citizens to participate. Besides, isn't this the first service of general interest that the European institutions should attempt to provide? That will, at the same time, provide them with the possibility of responding to the growing scepticism of citizens, regarding them, as shown by the latest survey polls of Eurobaromètre.

More than ever before, the civil society has a role to play, its future and that of the SGI will be what it will make of it. It is the significance of recent actions of civil society organisations to the European institutions (see below).

K Varin, P. Bauby, J-C Boual

## SIG, société civile et institutions européennes

Le Parlement européen n'arrive pas à décider quelle commission sera responsable de préparer le rapport sur le Livre blanc de la Commission sur les SIG. A la Commission, les dossiers relatifs aux SIG sont partagés entre plusieurs commissaires et directions générales, alors que c'est un domaine qui requiert connaissance approfondie et pilotage transversal. C'est pourquoi :

- ♦ Le 28 juin dernier, sept organisations de la société civile ont écrit à la conférence des présidents du Parlement européen pour demander que la commission du Parlement qui sera en charge de préparer le rapport sur le Livre blanc sur les SIG soit désignée rapidement.

[www.celsig.org](http://www.celsig.org)

- ♦ Le 18 juillet dernier, onze organisations de la société civile intervenant sur le champ des SIG, ont écrit au président Barroso pour lui demander d'organiser une réunion entre les organisations de la société civile et l'ensemble des commissaires en charge de dossiers intéressant les SIG.

[www.celsig.org](http://www.celsig.org)

---

## Aides d'Etat ou compensations de service public ?

La Commission européenne a adopté le 13 juillet les nouvelles règles en débat depuis février 2004 (voir NNE 146, 147, 148) en matière de compensation des obligations de service public ("paquet Monti-Altmark-Kroes").

Trois mesures sont retenues : (a) une décision fondée sur l'article 86.3 du traité exonère de notification à la Commission tous les financements publics inférieurs à 30.000 euros attribués à des entreprises effectuant moins de 100.000 euros de chiffres d'affaires, ainsi que, sans considération de seuil, les montants versés aux hôpitaux, aux logements sociaux, ainsi que pour les liaisons aériennes et maritimes avec les îles, dont le trafic annuel moyen n'a pas atteint 1 million de passagers vers les aéroports et 300.000 passagers vers les ports ; (b) un cadre communautaire, précisant les conditions générales pour les compensations, soit parce que les sommes sont supérieures aux seuils, soit parce qu'elles concernent des secteurs qui ne sont pas exonérés d'office ; les montants perçus ne doivent pas aboutir à une surcompensation pour le service fourni, qui peut toutefois permettre de dégager un profit raisonnable, selon le risque encouru dans le secteur où le bénéficiaire est actif et toute surcompensation est jugée incompatible, sauf lorsqu'elle n'excède pas 10% du montant annuel de la compensation et peut donc être reporté à l'année suivante (20% pour le logement social) ; (c) un amendement à la directive de la Commission sur la transparence des relations financières entre les Etats membres et les entreprises publiques (80/723/CEE), qui stipule que les entreprises bénéficiant de compensations devront avoir des comptes séparés lorsqu'elles exercent des activités à la fois de service public et sur d'autres marchés.

Ces trois dispositions manifestent un réel progrès par rapport à la situation actuelle et la Commission a augmenté les seuils de non-notification qui étaient envisagés début 2004. Pour autant, ces dispositions restent nettement restrictives : d'une part la Commission continue à estimer que toute compensation d'obligation de service public relève d'une "aide d'Etat", alors que la Cour de Justice avait, en particulier dans ses arrêts Ferring et Altmark, estimé le contraire ; la Commission aurait pu faire des propositions législatives dans cette perspective ; d'autre part, les compensations versées aux entreprises qui dépassent les seuils continuent à être suspectes de fausser la concurrence et le preuve doit être apportée qu'il n'en est rien, alors que toute compensation relevant d'une obligation .../..

## SIG, civil society and European institutions

The European Parliament is finding it difficult to decide which committee will prepare the report on the Commission's White Paper on SGI. At the Commission, SGI issues are shared between several commissioners and general directorates, whereas it is a field which requires thorough knowledge and transverse running. This is why:

- ♦ On 28<sup>th</sup> June, seven organisations of the civil society wrote to the conference of European Parliament presidents to ask them that the Parliament's committee which will take the responsibility of preparing the report on the White Paper on SGI, be identified quickly.

[www.celsig.org](http://www.celsig.org)

- ♦ On 18<sup>th</sup> July, eleven organisations of the civil society involved in the field of the SGI, wrote to president Barroso asking him to organise a meeting between the organizations of the civil society and all commissioners in charge of pertinent matters of the SGI.

[www.celsig.org](http://www.celsig.org)

---

## State Aid or public service compensations?

On 13<sup>th</sup> July, The European Commission adopted a package of new rules in discussion since February 2004 (see NNE 146, 147, 148) regarding compensation for the obligations of public service ("Monti-Altmark-Kroes package").

Three measures have been retained: (a) a decision based on article 86.3 of the treaty exempts from the obligation of notifying the Commission any public funding of less than 30.000 euros granted to companies having a turnover of less than 100.000 euros, as well as, irrespective of the amount involved, compensation granted to hospitals, social housing, air and sea transports to islands, where the average annual number of passengers towards airports is below 1 million and below 300.000 towards ports; (b) a Community framework, specifying general conditions for the compensations, either because the amounts involved exceed thresholds or, because they concern sectors which are not exempted *per se*; the perceived amounts should not lead to over-compensation for the service provided, though it could make it possible to realise a reasonable profit, depending on the risk incurred in the sector where the recipient is operating and, any over-compensation will be considered incompatible, except when it does not exceed 10% of the annual amount of compensation, in which case it can be deferred to the following year (20% for social housing); (c) an amendment to the Commission's directive on transparency in financial relations between Member States and the public undertakings (80/723/CEE), which stipulates that companies receiving compensations should hold separate accounts when they are involved in both public service activities and other markets.

These three provisions constitute a real progress compared to the current situation and the Commission has raised thresholds for exemption of notification which were envisaged early 2004. Even then, these provisions remain clearly restrictive: on the one hand the Commission continues to consider that any compensation for public service obligation concerns a "State aid" whereas the Court of Justice had, in particular, in its Ferring and Altmark rulings decided the contrary; the Commission could have made law proposals from this point of view; further, compensations granted to companies which exceed thresholds continue to be suspected as distorting competition and proof to the contrary must be provided, whereas any compensation concerning an obligation .../...

clairement définie, avec des possibilités de contrôle et de sanction en cas d'abus devrait être considérée comme "conforme au traité". Il est plus qu'urgent que les instances communautaires aient une conception positive des SIG.

---

## Obligations de service public (OSP)

Dans son prochain numéro, le bulletin analysera la nouvelle proposition de règlement OSP dans les transports par fer et route présentée par la Commission le 20 juillet dernier.

---

## Service universel des Télécoms

La réponse du CELSIG à la consultation publique de la Commission sur le service universel des télécoms, qui s'est achevée le 15 juillet dernier (voir bulletin 177), peut être consultée sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

---

## Energie

Le Parlement a adopté, le 5 juillet dernier, le rapport Giles Chichester (PPE-DE, Grande-Bretagne) sur la proposition de directive de la Commission relative à des mesures visant à garantir la sécurité d'approvisionnement en électricité et les investissements dans les infrastructures. Les députés ont voté des amendements simplifiant la proposition sur la mise en place d'un cadre législatif en matière de sécurité. Ils sont partis du principe que cette proposition devait compléter la directive relative au marché intérieur de l'électricité pour se concentrer sur la sécurité et que la priorité n'était pas la concurrence entre les entreprises, mais d'avoir les capacités de production suffisante. Ils ont, aussi, souligné leur attachement à ce que les Etats membres déterminent les rôles et les responsabilités de sept catégories d'acteurs du marché (gestionnaires de réseaux de transport et de distribution, producteurs, fournisseurs, consommateurs, autorités de régulation et Etats membres), contre deux dans la proposition (gestionnaires de réseaux de transport et fournisseurs). Ils ont souhaité, également limiter les compétences de l'autorité de régulation en matière de sanction et de contrôle. Le Conseil ayant annoncé son accord avec le texte amendé, la procédure devrait s'achever en première lecture. Les Etats membres auront alors deux ans pour la transposer en droit national.

---

## Réseaux transeuropéens de transport (RTE-T)

La Commission européenne a officiellement désigné, le 20 juillet dernier, pour quatre ans, les six premiers coordonnateurs pour des projets de RTE-T : déploiement du système de gestion du trafic ferroviaire européen, K. Vinck , axe ferroviaire Berlin – Milan – Naples, K. Van Miert . axe ferroviaire à grande vitesse Lisbonne – Tours et Montpellier E. Davignon , axe ferroviaire Lyon – Turin – Trieste – Budapest ; L. de Palacio ; axe ferroviaire Varsovie – Riga – Tallin – Helsinki, P. Telicka. Elle propose aussi de créer, en 2007, une nouvelle agence exécutive pour assurer un meilleur suivi technique et financier des projets, à laquelle elle délèguerait la gestion financière. Un groupe de pilotage des réseaux de transport, d'énergie et de télécommunications, réunissant plusieurs commissaires sous la présidence de Jacques Barrot, est également créé.

---

## Logement social

La Commission a publié, en juillet dernier, un Livre vert sur le crédit hypothécaire, .../..

that is clearly defined, with the possibilities for verification and penalty in the event of abuse, should be regarded as "in conformity with the treaty". It is extremely urgent for the Community authorities to adopt a positive approach to SGI.

---

## Public service obligations (PSO)

In its next issue, the bulletin will examine the new PSO regulation proposal on road and railway transports presented by the Commission on 20<sup>th</sup> July.

---

## Universal service of Telecoms

The CELSIG response to the public consultation of the Commission on the universal service of the telecoms, which was ended on 15<sup>th</sup> July (see bulletin 177), is available at [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

---

## Energy

On 5<sup>th</sup> July, the Parliament adopted the Giles Chichester (PPE-DE, Great Britain) report on the Commission's directive proposal concerning measures aimed at guaranteeing the security of the supply of electricity and of investments in the infrastructures. Members of Parliament voted amendments simplifying the proposal on the establishment of a legislative framework as regards security. They based their argument from the principle that this proposal is to supplement the directive on the internal market for electricity, in order to focus on security and that the priority was not competition between the companies, but to have sufficient outputs. They also stressed their attachment to ensure that Member States determine the roles and responsibilities of the seven categories of actors in the market (managers of transport and distribution networks, producers, suppliers, consumers, regulation authorities and Member States), against the two in the proposal (managers of transport networks and suppliers). They have also wished to limit the competences of the regulation authority in matters of verification and penalty. Since the Council has expressed its agreement with the amended text, the procedure should be completed after the first reading. Member States will then have two years to transpose it into national law.

---

## Trans-Europeans Network for Transport (TEN-T)

On 20<sup>th</sup> July, the European Commission officially nominated the first six coordinators for TEN-T projects, for a period of four years: deployment of the management system of the European rail traffic, K Vinck, Berlin – Milan – Naples, railway axis, K Van Miert. Lisbon – Tours and Montpellier high speed railway axis E Davignon, railway axis Lyon – Turin – Trieste – Budapest; L of Palacio; Warsaw – Riga – Tallin – Helsinki, railway axis, P. Telicka. It also proposes to set up, in 2007, a new executive agency to ensure a better technical and financial follow-up of the projects, to which it would delegate financial management. A group for running transport, energy and telecommunications networks, bringing together several commissioners under the presidency of Jacques Deck-beam, has also been created.

---

## Social housing

In July the Commission published a Green Paper on mortgage credit .../...

qui lance une consultation publique sur la question de savoir s'il faut, ou non, avancer vers un marché intérieur du crédit au logement social. La consultation est ouverte jusqu'au 30 novembre 2005.

[www.europa.eu.int/comm/internal\\_market/finservices-retail/docs/home-loans/com-2005-327\\_fr.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/finservices-retail/docs/home-loans/com-2005-327_fr.pdf)

---

## Cour de justice

Dans un arrêt C-231/03, du 21 juillet 2005, la Cour dit que l'attribution par une commune d'une concession de service public à une société à capitaux majoritairement publics doit respecter les critères de transparence. Une entreprise située dans un autre Etat membre doit, en effet, pouvoir avoir accès à l'information afin de pouvoir manifester son intérêt pour la concession.

Le consortium Coname avait conclu avec la commune de Cingia de' Botti (province de Crémone, Italie), un contrat pour l'entretien, la direction et la surveillance du réseau de gaz méthane. Par la suite, le service a été confié, par attribution directe, à Padania, une société à capitaux majoritairement publics, détenue par la province de Crémone et presque toutes les communes de la province.

La Cour rappelle que "l'attribution d'une telle concession n'est régie par aucune des directives par lesquelles le législateur communautaire a réglementé le domaine des marchés publics. En l'absence d'une telle réglementation, c'est à la lumière du droit primaire, et plus particulièrement des libertés fondamentales prévues par le traité que doivent être examinées les conséquences du droit communautaire relatives à l'attribution de telles concessions".

La Cour confie au juge national de vérifier que cette attribution répond bien aux exigences de transparence et ne constitue une discrimination indirecte fondée sur la nationalité, contraire au droit communautaire, sans que cela implique nécessairement une obligation de procéder à un appel d'offres. S'agissant des circonstances objectives, la Cour dit que le fait que la commune de Cingia ait une participation de 0,97% dans Padania n'est pas de nature à lui permettre un contrôle sur cette société. Elle observe, également, que la société Padania est en partie ouverte au capital privé, "ce qui empêche de la considérer comme une structure de gestion 'interne' d'un service public dans le chef des communes qui en font partie".

A la suite de cet arrêt, le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE) a exprimé sa "sérieuse préoccupation", estimant que cette décision "affecte le droit des municipalités de décider quel est, selon elles, le meilleur moyen de fournir des services publics", "affaiblit des accords intercommunaux de longue date". Le secrétaire général de la CCRE, Jeremy Smith, estime qu'il y a incohérence entre cet arrêt et les récentes propositions de la Commission sur la compensation des obligations de service public et les services de transport local.

---

## Initiative

Le CELSIG est partenaire du Colloque international sur "La régulation des services d'intérêt général en Europe, retour sur 20 ans d'expériences" organisé par le LED Paris 8 les 29 et 30 septembre 2005 à l'Université Paris VIII Saint-Denis. Informations sur : <http://www.univ-paris8.fr/colloques/SIG>

which launches a public consultation on the question of knowing whether or not it is necessary to move towards an internal market of credit for social housing. The consultation is running until 30<sup>th</sup> November 2005.

[www.europa.eu.int/comm/internal\\_market/finservices-retail/docs/home-loans/com-2005-327\\_en.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/internal_market/finservices-retail/docs/home-loans/com-2005-327_en.pdf)

---

## Court of Justice

In its decision C-231/03, of 21<sup>st</sup> July 2005, the Court says that the awarding by a local authority of a public service concession to a company with a mainly public capital must respect the criteria of transparency. An undertaking located in another Member State must have access to appropriate information regarding the concession, in order to be in a position to express its interest in obtaining that concession.

The Coname consortium had concluded a contract with the municipality of Cingia de' Botti (province of Cremona, Italy) for the maintenance, operation and monitoring of the methane gas network. The service was subsequently entrusted, through direct awarding, to Padania, a company with predominantly public capital held by Cremona and by almost all the municipalities of that province.

The Court points out that "the awarding of such a concession is not governed by any of the directives by which the Community law regulates public contracts. Thus, in the absence of such rules it is in the light of the fundamental freedoms, in particular, fundamental liberties, provided for by the Treaty, that the consequences of Community law on the awarding of such concessions should be examined.

The Court entrusts to the national judge to verify that this awarding complies with the requirements of transparency and does not constitute indirect discrimination based on nationality, contrary to the Community law, without necessarily implying an obligation to hold an invitation to tender. With regard to objective circumstances, the Court says that the fact that the municipality of Cingia has a 0.97% holding in the share capital of Padania does not enable the municipality to exercise control over Padania. It also observes that the Padania is partly open to the private capital, which precludes it from being regarded as a structure for the 'in-house' management of a public service on behalf of the municipalities which form part of it."

Following this judgement, the Council of European Municipalities and Regions (CEMR) expressed its "serious concern", estimating that this decision "damages the right of municipalities to decide what is the best way for them to deliver public services", "undermines long-standing "inter-communal" arrangements ". The CEMR secretary-general, Jeremy Smith, deems that there is inconsistency between this judgement and the recent Commission's proposals on the compensation for public service obligations and the services of local transport.

---

## Initiative

CELSIG is a partner in the International Symposium on "The regulation of services of general interest in Europe, feedback of the last twenty years" organised by the LED Paris 8, on 29<sup>th</sup> and 30<sup>th</sup> September 2005 at the Université Paris VIII Saint-Denis. Inquiries at: <http://www.univ-paris8.fr/colloques/SIG>

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. E-mail <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.